

Brochure n° 3026

Convention collective nationale
IDCC : 2728. – SUCRERIES, SUCRERIES-DISTILLERIES
ET RAFFINERIES DE SUCRE

ACCORD DE MÉTHODE DU 1^{ER} JUIN 2018
RELATIF À L'ADAPTATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE
AUX NOUVELLES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

NOR : ASET1851148M
IDCC : 2728

Entre :

SNFS,

D'une part, et

FGTA FO ;

FNAAC CFE-CGC ;

FGA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'actuelle convention collective a fait l'objet d'un accord en date du 31 janvier 2008, étendue le 12 janvier 2010. Le contexte d'évolution très rapide et de modifications successives du code du travail a rendu de nombreuses dispositions de la convention collective des sucreries, sucreries-distilleries et raffineries de sucre, obsolètes. Il rend indispensable une adaptation de la convention collective. Dans ce contexte, les partenaires sociaux ont souhaité conclure un accord de méthode pour définir le cadre de travail dans lequel la négociation sera conduite.

Article 1^{er}

Objectif de la négociation

Dans un souci d'efficacité et de cohérence, les partenaires sociaux s'engagent à aborder la négociation du texte de la convention collective nationale dans sa globalité (dispositions générales et catégorielles, annexes et avenants conclus dans son champ d'application) et ce afin de maintenir son équilibre général.

Ils partagent les objectifs de la réécriture du texte, à savoir : adapter, clarifier et moderniser.

Les partenaires sociaux s'accordent pour constater l'obsolescence de certaines dispositions de la convention collective nationale actuelle (référence aux anciens articles du code du travail, disposi-

tions de la convention collective nationale qui ne sont plus en vigueur en raison d'évolutions législatives ou jurisprudentielles) qu'il convient d'actualiser.

Les dispositions obsolètes seront revues ainsi que celles pouvant donner lieu à une interprétation erronée ou ambiguë.

Le nouveau texte devra être de lecture facile et privilégier des formulations claires et explicites. Une meilleure compréhension des règles étant une garantie supplémentaire de sécurité juridique.

Article 2

Calendrier

Les parties s'accordent pour convenir que les travaux relatifs au toilettage de la convention collective nationale devront être menés en plusieurs étapes afin de permettre aux parties de disposer du temps nécessaire à la réflexion. Un groupe paritaire de travail « ad hoc » sera créé.

Calendrier prévisionnel

2018 : deux réunions du groupe paritaire de travail :

- dispositions générales
- dispositions particulières ouvriers employés

2019 : une réunion du groupe paritaire de travail :

- dispositions particulières agents de maîtrise – cadres

Une commission paritaire conclusive.

Il est convenu que d'autres réunions puissent, si nécessaire, être organisées avant la date limite d'aboutissement de cette négociation fixée au 31 décembre 2019.

Article 3

Modalités de travail

Afin de faciliter le travail d'analyse, les échanges de documents devront respecter un délai de 10 jours ouvrés avant chaque réunion.

Les propositions formulées en remplacement sont adaptées par le groupe paritaire de travail puis reprises dans un support dit « de suivi ». C'est ce document de suivi qui sera transmis à la CPPNI, seule habilitée à valider les propositions du groupe de travail paritaire.

Les travaux du groupe de travail paritaire pourront faire l'objet de validations intermédiaires par la CPPNI sans préjudice de la négociation finale.

Le secrétariat de la CPPNI assurera la mise à jour et la diffusion du support de travail entre chaque réunion.

Article 4

Organisation des réunions du groupe de travail paritaires

Les groupes de travail paritaires sont composés d'un nombre maximum de trois représentants désignés par chaque organisation syndicale de salariés représentative dans la branche et d'un nombre au plus égal de représentants de la partie patronale.

Autorisation d'absence, maintien de salaire et remboursement des frais de déplacement

Les salariés participants au groupe de travail paritaire bénéficient d'un droit d'absence de l'entreprise sous réserve d'en informer leur employeur au moins une semaine avant la date de la réunion. Ils seront rémunérés comme s'ils avaient normalement travaillé.

Afin de tenir compte du temps nécessaire à la préparation des réunions du groupe de travail paritaire, les réunions se tiendront l'après-midi à partir de 14 heures. Il sera ajouté un forfait de 3 heures

de temps de travail effectif au temps passé en groupe de travail paritaire pour les salariés y ayant participé, afin de tenir compte du temps de préparation de la réunion.

Leurs frais de déplacement leur seront remboursés par l'entreprise dont ils font partie sur présentation de justificatifs.

La délégation patronale est à l'initiative de l'organisation des commissions paritaires et groupes paritaires de travail.

Article 5

Durée. – Révision

Le présent accord est conclu jusqu'au 31 décembre 2019, il entrera en vigueur à l'issue du délai prévu par les articles L. 2232-6 et suivants du code du travail pour l'exercice du droit d'opposition des organisations syndicales de salariés représentatives. L'accord expirera automatiquement et sans formalisme particulier à l'issue de la période susmentionnée.

Si les partenaires sociaux l'estiment nécessaire, le contenu du présent accord ainsi que sa durée pourront être révisés par voie d'avenant selon les dispositions légales en vigueur.

Article 6

Dépôt

Le présent avenant est notifié à toutes les organisations représentatives conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail.

Chaque organisation signataire est pourvue d'un exemplaire du présent avenant portant la signature des représentants des organisations syndicales.

Le texte du présent avenant sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail, du ministre chargé de l'agriculture, ainsi qu'au secrétariat-greffe des prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions du code du travail.

Article 7

Entrée en vigueur et extension

Le présent accord entrera en vigueur à l'issue du délai prévu par les articles L. 2232-6 et suivants du code du travail pour l'exercice du droit d'opposition des organisations syndicales de salariés représentatives.

À l'initiative de la partie la plus diligente, le présent avenant fera l'objet d'une demande d'extension auprès de la direction générale du travail du ministère du travail, ainsi que de la sous-direction du travail et de l'emploi du ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

Fait à Paris, le 1^{er} juin 2018.

(Suivent les signatures.)